

## Enjeux

### Préambule

Au plan national, le Parti Suisse du Travail est un petit parti possédant une grande idéologie porteuse d'avenir. En cette année d'élections fédérales, une réflexion politique générale est nécessaire. Elle porte sur la société et le monde. Cette démarche est essentielle pour conduire une politique cohérente.

Une campagne électorale fédérale doit contenir des positions et des propositions. Celles-ci inscrivent l'activité du parti et de ses militantes et militants en adéquation avec le mouvement mondial qui agit pour la construction d'un autre modèle de société basé sur la solidarité internationale et les principes du socialisme.

Ces réflexions et propositions permettront au public de mieux connaître aussi bien nos objectifs généraux que nos propositions concrètes.

### Considérations générales

Nous restons comme à notre origine convaincus que nous devons dépasser le système capitaliste. Pour y parvenir il est nécessaire de resituer en premier lieu les rôles **de l'économie, de l'environnement et de l'Etat**.

Nous plaçons l'économie en tête de liste car c'est selon des critères définis par l'économie que les dirigeants du pays et du monde agissent. Ensuite l'environnement, car nous vivons et nous nous développons en lien étroit avec la nature. Enfin, le rôle de l'Etat, car c'est en transformant son rôle pour le destiner au service de tous, que la collectivité évoluera.

### L'économie capitaliste

Le système économique capitaliste ne considère l'individu qu'au travers de son utilité marchande, en sa qualité de producteur et consommateur de biens. Les relations humaines sont corrompues par la commercialisation, par l'exploitation et par les astuces publicitaires perverses pour séduire des milliers de clients.

« La responsabilité sociale de l'entreprise est d'accroître son bénéfice » « Quant au chômage, il est « naturel » a écrit Milton Friedmann, théoricien du capitalisme. A ce rôle fondamental de l'entreprise, s'ajoute, selon cette idéologie, celui des placements boursiers et de la spéculation financière internationale. Ainsi, l'argent permet de faire de l'argent.

Cette course effrénée aux profits s'étend à travers toute la planète. Elle accroît le fossé entre riches et pauvres.

La pauvreté contraint les victimes du système à trouver des solutions pour vivre. N'importe quelle solution, bonne ou mauvaise, épanouissante ou contraignante.

Des travailleurs pauvres vivent également dans les pays les plus riches. On y trouve des salariés qui, bien que travaillant à plein temps, n'ont pas de quoi suffire à leurs besoins et doivent recourir à l'aide sociale. Certains survivent davantage qu'ils ne vivent.

A cette situation, il convient d'ajouter celle des personnes provenant de l'immigration. Celles et ceux qui ont un statut de réfugié ou, pire encore, qui appartiennent aux « sans-papiers », sont exploités et précarisés encore davantage que les autres travailleurs.

Alors que paradoxalement, tout à côté, 300 personnes ou familles en Suisse jouissent d'une fortune totale de 455 milliards de francs. Ces injustices criantes démontrent l'inhumanité du système.

### Non à la violence militaire

De plus, pour atteindre leurs objectifs d'accumulation des richesses, les capitalistes n'hésitent pas à provoquer conflits et guerres qui doivent leur assurer la maîtrise du pétrole, de l'eau et d'autres ressources essentielles.

Ces tensions donnent naissance à la montée du terrorisme sous des formes diverses. En outre, ces violences favorisent le développement du commerce de l'armement. La Suisse participe à l'exportation de matériel de guerre et envoie même des soldats sous la bannière de l'OTAN pour "protéger la paix et la démocratie". Ainsi elle soutient les auteurs de guerres.

Nous n'avons pas besoin d'une armée, ni de nouvelles armes. Au contraire, nous devons stopper la production des armes et convertir les entreprises dans des tâches d'intérêt public. Notre pays doit développer la promotion de la paix et la souveraineté des peuples.

### Mettre l'économie au service du bien commun

Les contradictions du développement capitaliste qui exploite les ressources et les travailleurs de la planète vont s'accroître. Lorsque les salariés demanderont justice aux plus riches, un conflit social se développera dont la seule alternative sera une transformation radicale et profonde de la société. Une transformation pour garantir universellement l'accès aux biens communs que sont, l'eau et l'énergie, le logement et le travail, la santé et la formation.

Cette profonde transformation commencera par replacer l'économie au service de la société. L'économie n'est pas un but en soi, mais un système permettant de gérer les forces productives au bénéfice de toutes et de tous. L'économie ne doit pas être au service d'une petite minorité qui s'enrichit au détriment de celles et ceux qui créent les richesses par leur travail, sans en recevoir le juste retour.

Il s'agira de remplacer l'idéologie dominante par des systèmes permettant une relation équilibrée entre la production des biens et leur répartition à l'ensemble de la société, tout en incluant le respect de l'environnement au plan mondial.

## **Protéger l'environnement plutôt que le capitalisme**

Continuellement l'environnement se modifie et se remodèle. Cependant, lorsque certaines des activités humaines s'ajoutent aux modifications naturelles et en accélèrent le rythme, c'est l'existence même de l'être humain qui peut être remise en question et qui est menacée par de graves dangers. Ceci est attesté par les observations scientifiques actuelles.

Mais ce ne sont pas toutes les activités humaines en tant que telles qui nuisent aux conditions de vie. Ce sont les règles du capitalisme mondialisé qui mettent en danger les biens fondamentaux tout autour de la planète. Elles constituent la menace fondamentale.

Notre analyse nous conduit dès lors à la conviction que pour sortir de cette situation inquiétante, le dépassement du capitalisme est inévitable.

Marx le disait magistralement : ***La production capitaliste ne développe donc la technique et la combinaison du processus de production sociale qu'en épuisant en même temps les deux sources d'où jaillit toute richesse : la terre et le travailleur.***

Chaque citoyenne et citoyen ayant pris conscience des liens reliant la production capitaliste et la menace sur notre environnement devrait rejoindre toutes celles et ceux qui luttent contre le capitalisme. Celui-ci, basé sur l'intérêt individuel et la privatisation des productions ne peut déboucher que sur des solutions nuisibles à la survie de notre humanité.

Comme l'écrivait une journaliste, « tant que nos petites cervelles biodégradables laisseront l'intérêt privé primer sur l'intérêt collectif », il y a danger pour les générations futures ! Encore faut-il relativiser la part de responsabilité individuelle des personnes subissant l'idéologie dominante. Car cette dernière s'efforce de faire reporter la responsabilité du dérèglement climatique sur chaque individu.

Par exemple, l'immense majorité de la population de la planète, ne peut se sentir ni responsable, ni en situation de changer les causes du réchauffement climatique. C'est l'affaire de l'infime minorité de l'humanité qui détient les commandes de l'économie. Celle-ci nous dénie tout droit à mettre le nez dans ses affaires et refuse toute idée de gestion démocratique de notre sort et de celui de la planète : « nous n'avons pas de comptes à vous rendre ».

## **Un Etat pour tout le monde**

Selon nous, il est urgent de redéfinir le rôle de l'Etat et de son pouvoir. Nous conservons la conviction marxiste visant à terme à la disparition de l'Etat. Ce mouvement se réalisera au fur et à mesure que l'émancipation de la société civile se construira. Ainsi, notre relation au pouvoir d'Etat devra être constamment réexaminée. L'Etat ne doit pas régner au-dessus des intérêts du peuple.

Nous observons que l'Etat répond de moins en moins à la défense des plus humbles de ses habitants. Par son soutien systématique aux possesseurs des moyens économiques et financiers, il crée un déséquilibre grave. Il met en œuvre un rôle répressif à l'égard de celles et de ceux qui résistent au « tout marchand » ou qui ont une autre conception de l'Etat.

Nous ne voulons pas d'un Etat vivant au-dessus des habitants. Nous ne voulons pas d'un Etat permettant à celles et ceux qui gouvernent de donner libre court à leur soif de pouvoir, notamment économique.

A l'avenir, nous voulons un Etat soucieux du bien commun dans une nature préservée. Un Etat soucieux de construire sur la Terre, avec les autres Etats, les conditions permettant l'épanouissement maximum de chaque être humain. Un Etat en liaison constante avec le peuple et les mouvements sociaux pour lui permettre de conduire son rôle avec cohérence. Un Etat que nous imaginons capable de favoriser l'approfondissement des liens entre les habitants de manière à leur permettre de mieux comprendre et de mieux décider pour mieux agir. Un Etat favorisant la citoyenneté de tous les habitants.

En conclusion, notre but politique ne consiste pas seulement à changer ceux qui détiennent le pouvoir avec les forces qu'ils représentent, mais de changer également la conception même du pouvoir. La politique appartient à chacune et à chacun.

Nous voulons des ministres d'Etat qui appliquent la devise zapatiste : **apprendre à gouverner en obéissant**. Cela signifie gouverner au service du peuple et non pas de mettre le peuple au service de l'Etat.

L'Etat que nous souhaitons défendra, dans un premier temps, les intérêts des plus humbles de ses membres pour éliminer progressivement les intérêts de classes. La construction d'une société socialiste évoluant vers une société communiste continue d'être notre objectif à long terme. Une société communiste ayant pour idéal de chercher dialectiquement à mettre en équilibre ce qui est nécessaire à chacune et à chacun pour s'épanouir au maximum tout en étant en relation étroite avec ce qui est indispensable à la collectivité.

Une société commune sans pouvoir, ni exclusion. Une société qui tisse sans cesse des liens entre les intérêts collectifs et les intérêts individuels dans le but de permettre le plus grand épanouissement de chacune et chacun.

Notre démarche se construira grâce aux différentes alliances que nous pourrons établir avec les forces politiques et citoyennes progressistes de ce pays. Nous favoriserons et développerons ces alliances pour créer l'autre monde que nous voulons.

Une telle démarche est-elle utopique ?

Assurément, nous devons choisir la société que nous voulons. Choisir entre les objectifs économiques ou sociaux, entre le développement humain ou la barbarie, entre le chaos ou le progrès.

# Nos objectifs généraux

## Le Parti Suisse du travail s'engage à

- a) défendre et promouvoir les intérêts matériels et culturels de la population de la Suisse, sur la base d'un socialisme démocratique s'inspirant en permanence de l'analyse scientifique de la société et des traditions humanistes; il entend par là le développement libre, pacifique, digne et humain de chacun-e comme condition du libre développement de toutes et tous et cela en harmonie avec la nature et l'environnement;
- b) réaliser l'égalité des droits entre femmes et hommes et contribuer à les libérer de toute exploitation et de tout assujettissement;
- c) défendre et développer les droits démocratiques de toutes et tous et dans tous les domaines;
- d) contribuer à réunir une large majorité en faveur du dépassement du capitalisme et du développement socialiste de la société suisse;
- e) contribuer à la recherche et à la consolidation de la paix dans le monde;
- f) développer la solidarité internationale entre les peuples, entre les travailleuses et travailleurs, entre les femmes, les hommes et les enfants de la terre; contribuer à réaliser l'égalité des droits entre les peuples et à libérer ceux-ci de toute exploitation et de tout assujettissement.
- g) coopérer avec des organisations, des mouvements et des personnes qui visent des buts généraux ou particuliers convergents aux siens.

Article premier des statuts du PST

## Quelques propositions concrètes

- Introduction d'un salaire minimum et d'un revenu couvrant les besoins de base de chacun-e.
- Appliquer partout et avec rigueur l'Agenda 21. (Celui-ci fixe un programme d'action pour le XXIème siècle, dans des domaines diversifiés, afin de s'orienter vers un développement durable de la planète).
- Renforcement et meilleure coordination des différents systèmes de sécurité sociale publique
- Egalité des droits sociaux et politiques pour chaque habitant-e.
- Formation publique gratuite
- Fin de la concurrence fiscale entre les cantons et entre les communes
- Les biens de base, comme l'eau potable et l'électricité, doivent rester propriété publique.
- Aucun soutien politique, économique ou militaire aux Etats ou Organisations qui conduisent des guerres.
- La promotion des logiciels libres dans les services publics et dans les institutions de formation.

Juillet 2007